

gestion de fortune Mardi 28 juillet 2009

Commerzbank contrainte de céder sa filiale suisse

Par Pierre-Alexandre Sallier

L'établissement allemand se sépare de l'entité zurichoise héritée de la Dresdner. Ce retrait de la scène de la gestion de fortune helvétique reflète les restructurations imposées par Berlin aux banques sauvées par le contribuable... plus qu'une fuite des groupes bancaires internationaux face à la possible fin du secret bancaire

L'opération a suffi à alimenter les moulins de la rumeur, lundi. La Commerzbank se sépare de son entité zurichoise de gestion de fortune: elle cède – pour un montant confidentiel – sa filiale Dresdner Bank (Suisse) à LGT. La principale banque du Liechtenstein met ainsi la main sur une clientèle disposant de 9,4 milliards de francs, doublant ainsi la fortune qui lui est confiée en Suisse, à 20 milliards.

Les interrogations se sont focalisées sur ce retrait de la Commerzbank: nouvelle preuve de la fuite annoncée de groupes bancaires internationaux devant la fin du secret bancaire? Jeudi dernier, l'agence Bloomberg croyait savoir que le géant néerlandais ING cherchait un repreneur pour ses activités de banque privée en Suisse.

Secret bancaire peu en cause

Au sein de la Commerzbank à Francfort, on se borne à invoquer un «recentrage sur les métiers de base», déjà annoncé, pour justifier la vente de cette filiale zurichoise.

«Ces cessions n'ont en réalité que peu à voir avec les interrogations sur le secret bancaire», décrypte Ray Soudah, responsable de Millemium Associates. «Elles sont le fait de banques sauvées par leurs gouvernements et contraintes de restructurer, en cédant leurs filiales à l'étranger», poursuit le fondateur de cette firme zougnoise spécialisée dans les fusions-acquisitions du secteur. A l'évidence, les filiales de gestion de fortune soupçonnées de contribuer à l'évasion fiscale sont les premières visées par les pouvoirs publics.

ING a reçu 10 milliards d'euros du contribuable et la Commerzbank plus de 8 milliards. Or, Bruxelles surveille de très près le démantèlement des groupes bancaires les plus fragiles maintenus en vie à coups de fonds publics.

Prix cassés

Dès février, les analystes londoniens de Morgan Stanley évoquaient «six unités de gestion de fortune de grandes banques» susceptibles d'être vendues en Suisse: celles d'ING, Dresdner, Royal Bank of Scotland (Coutts), Lloyds TSB, ABN Amro ou Merrill Lynch.

A en croire Ray Soudah, les banques intéressées par ces filiales seraient avant tout «des établissements suisses de taille moyenne». Mais les banques étrangères qui n'ont pas été mises à genou par la crise pourraient sortir du bois. En juin, Daniel Truchi, responsable des activités de gestion de fortune au sein de la Société Générale, indiquait ainsi «étudier d'éventuelles opportunités

d'acquisitions d'entités suisses ou autres».

Une tentation d'autant plus grande que ces ventes forcées se font à prix cassé. «D'un strict point de vue financier, ce n'est absolument pas le moment de vendre», souffle Ray Soudah. Les valorisations des banques privées ont en effet plongé depuis 2006 et touché le plancher: un établissement ne vaut souvent guère plus de 2% du montant des fortunes dont il a la charge, trois fois moins qu'il y a trois ans. «Les valorisations ont surtout plongé en raison de la récession, elles sont désormais si basses que les doutes sur l'avenir du secret bancaire ne les influencent plus guère», poursuit le responsable de Millenium. La banque de la famille princière du Liechtenstein pourrait avoir fait une bonne affaire.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA